

RÉUNION PRÉPARATOIRE RÉGIONALE MIXTE DU PACIFIQUE POUR LA DIX-SEPTIÈME RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION ET LA TREIZIÈME RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET LES RÉUNIONS ANNEXES DES PARTIES AUX PROTOCOLES DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

APIA, SAMOA, 15-19 AOUT 2016

RAPPORT REPRENANT LES RÉSULTATS DE LA RÉUNION

INTRODUCTION

1. La réunion préparatoire régionale mixte du pacifique pour la dix-septième réunion de la Conférence des parties de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (17^e CdP de la CITES) et la treizième réunion de la Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique (13^e CdP de la CBD) et les réunions annexes des parties aux protocoles de la Convention sur la diversité biologique (8^e MOP de la CDP et 2^e MOP de la CDP) s'est tenue dans les locaux du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) à Apia, Samoa, du 15 au 19 août 2016. La réunion a été convoquée dans le but d'aider les Parties aux différentes conventions de la région à se préparer à leurs réunions respectives de la CdP/CDP et des CDP MOP qui se tiendront à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 24 septembre au 5 octobre 2016 et à Cancún, au Mexique, du 4 au 17 décembre 2016.

2. La réunion a été rendue possible grâce à la généreuse contribution financière apportée par l'Union Européenne. Son organisation a été favorisée par le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement. Les représentant des pays suivants ont participé à la réunion : Australie ; Îles Cook ; Fidji ; Kiribati ; Îles Marshall ; Micronésie (États Fédérés de) ; Nauru ; Nouvelle-Zélande ; Palaos ; Papouasie-Nouvelle-Guinée ; Samoa ; Îles Salomon ; Tonga ; Tuvalu et Vanuatu. Les représentants des organisations suivantes ont également participé à la réunion : L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et la Convention du patrimoine mondial ; le Secrétariat de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) ; le Programme des Nations Unies pour l'environnement-Bureau du Pacifique, le Fonds mondial pour la nature (WWF), la Communauté du Pacifique (SPC), The Pew Charitable Trusts et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). La liste des participants figure à l'Annexe I.

POINT 1. OUVERTURE DE LA RÉUNION

3. La réunion a été ouverte à 09h10 le lundi 15 août 2016. La séance d'ouverture officielle s'est tenue à 9h00 le mardi 16 août 2016. Une prière a été dite par les délégués de la Micronésie. La vice-premier ministre et ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement du gouvernement des Samoa, l'honorable Fiamé Naomi Mata'afa, en sa qualité d'hôte de la réunion, M. Kosi Latu, directeur général du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement et M. Sefanaia Rawadra du Bureau régional pour

l'Asie et le Pacifique du Programme des Nations Unies pour l'Environnement ont prononcé des allocutions de bienvenue. Les représentants des Secrétariats de la CITES et de la CBD ont également pris la parole et mis en exergue les principales questions avant la réunion.

POINT 2. ASPECTS ORGANISATIONNELS

4. La réunion a élu Mme Ilse Kiessling (Australie) au poste de co-présidente de la réunion pour la CITES et Mme Olive Vaai (Samoa) en tant que co-présidente de la réunion pour la CBD.

5. La réunion a adopté son ordre du jour sur la base de l'ordre du jour provisoire (UNEP/CBD/CITES/PREP-CDP/2016/3/1) et est convenue d'organiser son travail de manière flexible sur la base de la proposition pour l'organisation du travail contenue dans l'annexe I de l'ordre du jour provisoire annoté (UNEP/CBD/PREP-CDP/2016/3/2/Add.1).

6. Conformément au point 3.1 de l'ordre du jour provisoire de la réunion, le représentant du Secrétariat de la CITES a présenté l'organisation de la 17^e CdP de la CITES à la réunion. Conformément au point 4.1 de l'ordre du jour provisoire, le représentant du Secrétariat de la CBD a informé la réunion de l'organisation de la 13^e CDP, de la 8^e MOP de la CDP et de la 2^e MOP de la CDP, ainsi que des modalités relatives à l'organisation en parallèle de la 13^e CDP, de la 8^e MOP de la CDP et de la 2^e MOP de la CDP, en deux semaines, conformément à la décision XII/27 de la CDP de la CBD. La réunion a également tenu des discussions préliminaires sur l'ordre du jour de la 13^e CDP, et notamment sur les points 3 - Élection des dirigeants, point 4 - Rapport sur les références des représentants à la 13^e CDP, Point 5 - Questions en suspens, point 6 - Date et lieu des prochaines réunions de la Conférence des Parties, Point 7 - Rapports des réunions préparatoires intersessions et régionales et point 8 - Rapport du Secrétaire exécutif sur l'administration de la Convention et le budget pour les fonds fiduciaires de la Convention.

7. Le Secrétariat de la CITES a présenté l'ordre du jour de la 17^e CdP alors que le Secrétariat de la CBD a présenté le restant de l'ordre du jour de la 13^e CdP.

8. La réunion s'est ensuite partagée en deux groupes de travail, un groupe chargé de traiter les questions liées à la 17^e CdP de la CITES, et l'autre chargé de traiter les questions liées à la 13^e CdP de la CBD et la 2^e MOP de la CdP.

POINT 3. CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION - DISCUSSIONS AXEES SUR LA CONVENTION

En ce qui concerne les questions de fond, les Parties à la CITES ont identifié et examiné les points de l'ordre du jour suivants :

1. Doc 10 de l'ordre du jour - Élection des membres du Comité permanent pour les animaux et du Comité permanent pour les plantes, présenté par l'Australie et la Nouvelle-Zélande

Comité permanent - il a été proposé que la Nouvelle-Zélande soit membre et que l'Australie soit sa suppléante, à moins qu'un candidat du Pacifique ne soit nommé.

Le Comité pour les plantes ne dispose actuellement d'aucun membre suppléant nommé, et les Fidji ont confirmé la nomination de leur membre suppléant actuel.

2. Doc 4. Règlement intérieur - discussion sur les processus du Règlement intérieur et les nouvelles recommandations proposées par l'Union Européenne

3. Amendement des annexes

Les Parties ont procédé à un échange de vues et d'informations sur les propositions suivantes pour lesquelles certains pays sont co-promoteurs et font partie des États de l'aire de répartition.

- Proposition 44 sur les espèces de Mobula (Diable de mer) présentée par les Fidji et le Vanuatu
- Proposition 43 sur les requins renards présentée par les Samoa, les Palaos et les îles Marshall
- Proposition 42 sur les requins soyeux présentée par les Samoa, les Palaos et les îles Marshall
- Proposition 48 sur les nautes présentées par les Palaos et les Fidji

Les Parties ont également été informées et ont reçu une présentation sur les propositions suivantes.

- Proposition 14 – 16 sur les éléphants d'Afrique présentée par la Nouvelle-Zélande
- Proposition 4 sur les lions présentée par le Secrétariat de la CMS
- Proposition 7 sur les rhinocéros blancs du Sud présentée par le PROE

4. Autres points de l'ordre du jour de la 17^e CdP

Les Parties ont également été informées des progrès et du travail accomplis au titre des points de l'ordre du jour suivant, et elles ont examiné les projets de décisions ainsi que leurs conséquences sur la région océanienne.

- Doc. 59 : Tortues imbriquées, présenté par les îles Salomon
- Doc. 52 : Examen du corail rouge dans le commerce international, présenté par les Tonga et les îles Marshall
- Doc. 22 : Lois nationales régissant la mise en œuvre, présenté par les Tonga
- Doc. 7 : Budget présenté par l'Australie
- Doc. 4 : Règlement intérieur, présenté par l'Australie

Les outils et les opportunités existants permettant de relever les défis identifiés par les membres sont les suivants :

(a) Avis de commerce non préjudiciable (ACNP)

- Développement d'un modèle régional pour les requins et les raies
- Établir un ordre de priorité des espèces pour le développement des ACNP par les universités et autres organisations de recherche, ex :UICN
- Projet PNUD-FEM concernant les Zones situées au-delà des juridictions nationales (ZAJN)

(b) Permis/Rapports

- ASYCUDA/CNUCED (Constantin Ciuta) a présenté un système développé qui permet d'échanger des informations avec les douanes et les autorités de gestion sur les espèces figurant dans les annexes de la CITES et de répondre aux exigences en matière de rapport pour la région du Pacifique

(c) Identification des espèces

- Formation sur l'identification, et guides d'identification des requins et des raies (visuel et ADN)
- Documents d'information sur les espèces les plus commercialisées
- Portail de la CITES sur les requins disponible en ligne et doté du logiciel iSharkFin de la FAO, orientations ACNP

(d) Cadre réglementaire national

- Atelier portant sur la mise en œuvre de l'inscription des requins et des raies aux annexes de la CITES
- Projet juridique national de la CITES [les Samoa, les îles Salomon et les Palaos font partie de la catégorie 3 et peuvent recevoir de l'aide ; les autres Parties figurent dans la catégorie 1 et sont encouragées à les aider]
- Boîte à outils de l'ICCWC
- Lien entre l'autorité de gestion (MA) et les policiers et les agents de douane
- Communication régionale sur le contrôle
- Analyse et contrôle de la pêche illégale

Les espèces identifiées par le Pacifique ont été hiérarchisées pour les ACNP :

1. Bénétiens géants : îles Salomon, Tonga, Vanuatu, PNG, Samoa, îles Marshall, Palaos, Fidji
2. Crocodiles marins - Palaos, îles Salomon
3. Calaos et autres espèces d'oiseaux figurant dans les annexes de la CITES - îles Salomon
4. Requins – tous
5. Perruches pompadour – Tonga
6. Napoléon - Fidji, PNG, Vanuatu, Palaos
7. Raies Mobula - Fidji, Vanuatu, PNG
8. Coraux - Vanuatu, îles Marshall, Palaos, Tonga, îles Salomon

Évaluation du groupe d'experts de la FAO [présenté par le Secrétariat de la CITES au nom du département des pêches et de l'aquaculture de la FAO] - Les Parties ont été informées de la manière dont le groupe d'experts de la FAO a procédé à l'évaluation des nouvelles espèces marines proposées pour inscription à l'Annexe II de la CITES.

Les Parties ont également débattu du soutien à la région océanique pendant la 17^e CDP de la CITES.

POINT 4. CONVENTION SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET LES PROTOCOLES DE LA CONVENTION - DISCUSSIONS AXEES SUR LA CONVENTION

9. Au titre de ce point, la réunion a examiné les questions de la Convention sur la diversité biologique et de ses protocoles qui devraient être abordées lors de la 13^e CDP, la 8^e MOP de la CDP du Protocole de Carthagène sur la biosécurité et la 2^e MOP de la CDP du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages, comme l'indiquent les ordres du jour provisoires de ces réunions (respectivement UNEP/CBD/CDP/13/1, UNEP/CBD/BS/MOP/8/1 et UNEP/CBD/ABS/MOP/2/1). Lors du premier jour de la réunion, les participants ont examiné et sont convenu des points de l'ordre du jour des trois réunions à aborder au cours du restant de la réunion préparatoire régionale. Ces points ont été sélectionnés sur la base des domaines d'attention proposés et soumis par les Parties en réponse aux notifications 2016-077 et 2016-084 contenues dans l'Annexe III de l'ordre du jour provisoire annoté de la réunion, et en s'appuyant sur les points identifiés par le Secrétariat comme nécessitant une attention particulière. Les points sélectionnés sont repris dans le tableau ci-après selon l'ordre listé dans l'ordre du jour.

Ordre du jour Point	Question
13^e CDP	
10	Actions stratégiques visant à améliorer la mise en œuvre du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 et la réalisation des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, notamment en ce qui concerne l'incorporation et l'intégration de la biodiversité au sein et entre les différents secteurs
11	Mobilisation des ressources et mécanisme financier. <ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation des ressources (SBI 1/6) - Orientations sur le mécanisme financier (à développer sur la base du SBI 1/7(5)) La nécessité et les modalités d'un mécanisme mondial multilatéral de partage des bénéfices
12	Autres moyens de mise en œuvre : amélioration du renforcement des capacités, coopération technique et scientifique, et autres initiatives visant à contribuer à la mise en œuvre. Renforcement des capacités, coopération technique et scientifique, transfert de la technologique et le mécanisme du centre d'échange (SBI 1/5)
13	Coopération avec d'autres conventions et organisations internationales. Options visant à renforcer les synergies entre les conventions ayant trait à la biodiversité (à développer sur la base du SBI 1/8)
15	Biodiversité marine et côtière Biodiversité marine et côtière : zones marines importantes d'un point de vue écologique ou biologique ; plan de travail spécifique pour la biodiversité et l'acidification dans des zones d'eau froide ; faire face aux impacts des débris marins et des bruits anthropiques en milieu marin sur la biodiversité marine et côtière ; et la planification de l'espace maritime et les initiatives de formation
16	Espèces exotiques envahissantes : faire face aux risques liés au commerce ; expériences dans l'emploi d'agents de contrôle biologique ; et outils d'aide à la prise de décision.

10. En ce qui concerne le point 10, le groupe a discuté de la nécessité d'une intégration au sein et entre des secteurs de développement et de production, tels que le tourisme et le commerce. Les SPANB actualisées peuvent servir d'outils pour intégrer la biodiversité dans les secteurs susmentionnés ainsi que dans les processus de planification du développement nationaux. En ce qui concerne le thème des HLS, les participants ont débattu de l'importance de l'initiative « Samoa, la voie à suivre » et de la nécessité de la relier à la Déclaration de Cancún.

11. En ce qui concerne le point 12, les participants ont travaillé en sous-groupes afin de préparer une courte liste des activités prioritaires en matière de renforcement des capacités visant à soutenir la mise en œuvre de la Convention. La liste consolidée figure dans l'Annexe 2 de ce rapport.

12. En ce qui concerne le point 15, les participants ont pris note de l'atelier régional de renforcement des capacités pour le Pacifique du Sud de l'Initiative pour un océan durable (SOI), ainsi que de l'importance d'une gestion intégrée de l'océan. Sur la question de la planification de l'espace, les participants ont débattu de l'importance d'améliorer les informations sur les habitats en eau froide et la biodiversité en eaux profondes pour la

planification de l'espace marin. Sur la question des débris marins, le sous-groupe a fait remarquer la nécessité de mettre en œuvre des orientations volontaires et d'intégrer ces orientations au sein des autorités portuaires, des secteurs du transport maritime et de l'extraction minière dans les fonds marins, ainsi que des organismes régionaux de gestion des pêches. Sur la question du bruit sous-marin, le sous-groupe a tenu compte des particularités régionales et a souligné la nécessité d'adopter une approche de précaution. Le groupe a noté que des travaux complémentaires devraient s'appuyer sur la recherche existante et que l'accent devrait être placé sur la mise en œuvre.

13. En ce qui concerne le point 16, la réunion a pris note des résultats concernant l'objectif 9 des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité sur les espèces exotiques envahissantes de l'atelier de renforcement des capacités pour les petits États insulaires en développement dans le Pacifique qui s'est déroulé du 8 au 12 août à Apia, Samoa. Les participants à la CBD et à la CITES ont débattu de la forte nécessité de disposer de formations portant sur l'identification des espèces présentes dans la région. Il est également nécessaire de disposer d'un centre régional d'expertise sur l'identification des espèces.

14. La réunion a également abordé le point 14 - Article 8(j) et dispositions annexes : lignes directrices pour le rapatriement des connaissances traditionnelles ; lignes directrices pour le développement de lois ou autres mécanismes ; et recommandations du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones, point 19 - Lignes directrices pour les sixièmes rapports nationaux, modalités pour les futures éditions des Perspectives mondiales de la biodiversité et leurs indicateurs, ainsi que l'ordre du jour du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et sur le partage juste et équitable des avantages dérivant de leur utilisation. Point 17 ---- il a été débattu brièvement au cours de différentes sessions s'y rapportant (session de renforcement des capacités, session ABS et discussions en petit groupe).

15. Les participants ont souligné la contribution et la participation des peuples autochtones et des communautés locales à la mise en œuvre de la convention, ainsi qu'au soutien de l'Article 8(j). Au cours de leurs débats, les participants ont insisté sur l'importance des paragraphes 1.4 et 1.5 de l'annexe 1 du projet de décision sur le point 15.

16. Au cours de leurs débats liés au processus d'établissement de rapports nationaux, les participants ont pris note de l'importance de renforcer la coordination des différentes obligations de rapport au titre de la CBD, notamment en ce qui concerne l'ABS-CHM, la mobilisation des ressources et le mécanisme financier (FEM 7 évaluation des besoins pour la septième reconstitution des ressources), et de l'importance de fournir des options pour les rapports (en ligne ou non) aux Parties.

17. La réunion s'est rassemblée en session plénière le matin du troisième jour afin de discuter de la mobilisation des ressources comme d'un point commun. Le Secrétariat de la CBD a présenté le point 11 de l'ordre du jour sur la mobilisation des ressources, et le Secrétariat de la CITES a ensuite effectué une présentation portant sur le même sujet. La CBD a ensuite donné une présentation sur les besoins en matière d'évaluation pour la reconstitution des ressources du FEM 7, présentation qui a ensuite été débattue avec les participants à la CBD. Compte tenu de la date butoir du 31 août 2016, les Parties ont été encouragées à commencer à travailler sur le questionnaire et à informer le FEM de leurs besoins pour la septième reconstitution des ressources.

18. Les points ont généralement été abordés par le biais d'une présentation d'introduction, suivie d'une discussion générale et/ou d'une discussion en petit groupe.

POINT 5. SYNERGIES ENTRE LES CONVENTIONS AYANT TRAIT A LA BIODIVERSITE, AVEC UNE ATTENTION PARTICULIERE POUR LA CITES ET LA CBD

19. Pendant l'après-midi du troisième jour, la réunion a examiné les synergies entre les conventions ayant trait à la biodiversité. Cela a notamment consisté en des discussions sur la coopération entre les conventions ayant trait à la biodiversité au titre de la CITES ; le renforcement des synergies entre les conventions ayant trait à la biodiversité, y compris le travail réalisé afin de faire suite à la décision XII/6 de la CDP de la CBD ; ainsi que les outils pour soutenir les Parties dans la mise en œuvre des synergies des conventions.

20. Le Secrétariat de la CITES a fait un exposé sur la coopération entre les conventions ayant trait à la biodiversité au titre de la CITES. Un représentant du Secrétariat de la CBD a fourni un aperçu du travail intersessions qui a été mené afin de faire suite à la décision XII/6 de la CBD sur les options pour renforcer les synergies entre les conventions ayant trait à la biodiversité qui seront examinées à l'occasion de la 13^e CDP. Ces options s'appuient sur les résultats de l'atelier sur le renforcement des synergies entre les conventions ayant trait à la biodiversité qui s'est tenu à Genève en février 2016, et qui a rassemblé les représentants des Parties à chacune des sept conventions mondiales ayant trait à la biodiversité. Les Parties ont été encouragées à préparer leurs contributions au travail intersessions à venir sur les synergies au titre de la CBD.

21. Un représentant du PNUE a résumé brièvement les résultats de la deuxième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement (UNEA-2) en mettant l'accent sur les synergies.

22. Les représentants du Secrétariat de la CMS et de l'UNESCO ont fait état de leurs expériences dans le but de renforcer les synergies entre les conventions ayant trait à la biodiversité. Les représentants des Parties ont débattu des questions liées à la mise en œuvre des synergies et des expériences pertinentes dans leurs pays. Les Parties ont partagé des exemples d'activités en cours liées aux synergies aux niveaux local, régional et national.

23. Au cours de leurs débats liés aux rapports rédigés au niveau national, les participants ont pris acte de la nécessité de réaliser des progrès supplémentaires afin d'améliorer la coordination des différentes obligations de rapport en vertu des conventions ayant trait à la biodiversité, et de construire des outils et des processus, tels que les résultats de l'atelier sur les synergies qui s'est tenu en février 2016 et la recommandation du SBI à cet égard.

24. Le PROE a dispensé une formation sur la négociation, organisée à partir de la deuxième session du quatrième jour et pendant l'après-midi. Les participants ont été invités à incarner des négociateurs dans un jeu de rôle afin de se familiariser avec le processus de négociation de la CDP. Les participants ont apprécié la formation puisqu'il s'agissait d'une bonne occasion de pratiquer et d'appliquer leurs compétences en matière de négociation.

25. Après examen du projet de rapport sur les résultats de la réunion préparatoire, les participants ont pris part à une session sur « le Voyage du Pacifique » au cours de laquelle

les participants ont développé des idées afin de sensibiliser davantage et de trouver d'éventuelles activités de liaison avec les CoP/COP.

POINT 6. RESUME ET CLOTURE DE LA REUNION

26. Pendant l'après-midi du cinquième jour, la réunion s'est rassemblée pour une session plénière. La réunion a adopté son rapport. Les représentants respectifs des secrétariats de la CBD et de la CITES, l'Australie, en sa qualité de co-présidente de la réunion, et le PROE ont conclu la réunion.. La réunion a officiellement été clôturée le vendredi 19 août 2016 à 16h00.

Annexe 1 :

		Nom		
Australie	CITES	Ilse Kiessling	CITES Management Authority Department of the Environment Wildlife Trade Regulation Section GPO Box 787 Canberra 2601	ilse.kiessling@environment.gov.au
Îles Cook	CBD	Elizabeth Munro	Senior Biodiversity Officer National Environment Service Government of the Cook Islands	elizabeth.munro@environment.gov.ck
Fidji	CITES	Aisake Batibasaga	Director of Fisheries Ministry of Fisheries and Forests Department of Fisheries Takayawa Building, Toorak, Suva Fiji Islands	abatibasaga@gmail.com
Fidji	CITES	Unaisi Yaranamua	Fisheries CITES Officer, Industrial & Trade Section, Offshore Fisheries Division, Ministry of Fisheries & Forests	rabici.unaisi@gmail.com
Kiribati	CBD	Ratita BEBE	Assistant Senior Environment Officer Wildlife Conservation Unit (WCU) Environment and Conservation Division (ECD) Ministry of Environment, Lands and Agricultural Development (MELAD) London, Kiritimati (Christmas) Island KIRIBATI	ratitab@environment.gov.ki
Îles Marshall	CITES	Benson B. Langidrik	Chief of Administration and finance Office and Environmental Planning & Policy Coordination	langidrikb@gmail.com
Îles Marshall	CBD	Lowell Alik	Director Office and Environmental Planning & Policy Coordination CBD Focal Point	lowellalik@gmail.com
Micronesia (Federated States of)	CBD	Alissa R. Takesy	Assistant Secretary Division of Resource Management and Development FSM Department of Resources and Development PS-12, Palikir Pohnpei, FM 96941	alissa.takesy@fsmrd.fm fsmrmd@gmail.com

Nauru Monsieur,	CBD	Mavis Depaune	Environmental Advisor Acting Secretary Department of Commerce, Industry and Environment Government Offices Yaren District	monmave@gmail.com
Nouvelle- Zélande	CITES	Rod Hay	Science Advisor, Research and Education/ CITES Management Authority/ CMS National Focal Point Strategic Partnerships Team Department of Conservation Te Papa Atawhai 70 Moorhouse Ave, Addington, Christchurch 8011 Postal address: Private Bag 4715, Christchurch Mail Centre	RHAY@doc.govt.nz
Palaos	CITES	Percy Rechelluul	Fisheries Technician Bureau of Marine Resources Ministry of Natural Resources, Environment and Tourism	pbrechelluul@gmail.com
Palaos	CBD	Gwendalyn Sisor	Senior Projects Manager Secondary National Focal Point for CBD Ministry of Natural Resources, Environment and Tourism	gsisor07@gmail.com
Papouasie- Nouvelle- Guinée	CITES	Barnabas Wilmott	Département de la conservation et de la protection de l'environnement	bwilmot@dec.gov.pg
Papouasie- Nouvelle- Guinée	CBD	Rose Alphonse	Policy Analyst Department of Environment & Conservation PO Box 6601 Boroko National Capital District Papouasie-Nouvelle-Guinée	ralphonse@dec.gov.pg
Samoa	CBD	Fuatino Leota	Assistant Chief Executive Officer – Division of Environment & Conservation	fuatino.leota@mnre.gov.ws
Samoa	CBD	Czarina Stowers	Senior Terrestrial Officer Division of Environment & Conservation MNRE	Czarina.stowers@mnre.gov.ws
Samoa	CBD	Samantha Kwan	Marine Conservation Officer Division of Environment & Conservation MNRE	Samantha.kwan@mnre.gov.ws
Samoa	CITES	Olive Vaai	Senior Foreign Service Officer Political International Relations & Protocol Division	Olive@mfat.gov.ws

			Ministère des Affaires étrangères	
Samoa	CITES	Maria Satoa	Principal Marine Conservation Officer Division of Environment & Conservation MNRE	Maria.satoa@mnre.gov.ws
Îles Salomon	CITES	Rosalie Masu	Deputy Director, Inshore Fisheries Ministry of Fisheries and Marine Resources CITES Scientific Authority P O Box G13, Honiara	rmasu@fisheries.gov.sb
Îles Salomon	CBD	Joe Horokou	Director, Environment and Conservation Division CBD National Focal Point P O box 21 Honiara	horokoujoe@gmail.com
Tonga	CITES	Poasi Fale Ngaluafe	Senior Fisheries Officer Department of Aquaculture, Ministry of Fisheries	poasi66@hotmail.com
Tonga	CBD	Atelaite Lupe Tolelei Matoto	Director of Environment Department of Environment Ministry of Meteorology, Energy, Information, Disaster Management, Environment, Climate Change and Communications	lupe.matoto.@gmail.com
Tonga	CBD	Ta'hirih Hokafonu	National Projector Coordinator UNDP/Tonga Ridge to Reef Project Coordinator (IEMP-FLC) Department of Environment Ministry of Meteorology, Energy, Information, Disaster Management, Environment, Climate Change and Communications	tfifitahokafonu@gmail.com
Tonga	CITES	Dorothy Foliaki	Senior Conservation/Financial Analyst (Biodiversity) Ministry of Meteorology, Environment, Information, Disaster Management, Energy, Climate Change and Communications (MEIDECC)	Eritakwan@gmail.com
Tuvalu	CBD	Moe Saitala	Department of Environment Ministry of Foreign Affairs, trade, tourism, Environment and Labor	Qmoe.saitala@gmail.com
Vanuatu	CITES	Jacob Raubani	Director Department of Environmental Protection and Conservation PMB 9063 Ministry of Climate Change Port Vila, Vanuatu	jraubani@vanuatu.gov.vu
Vanuatu	CBD	Donna Kalfatak	Principal Biodiversity Officer Department of Environmental Protection and Conservation PMB 9063 Ministry of Climate Change Port Vila, Vanuatu	dkalfatak@vanuatu.gov.vu or dkmoli@gmail.com

Nom	Position/Institution	Address	E-mail :
Fiame Naomi Mata'afa	Samoa Deputy Prime Minister and Minister of Ministry of Natural Resources and Environment		fiame@mnre.gov.ws
Kosi Latu	Directeur général	PROE PO Box 240 Apia, Samoa	kosil@PROE.org
Sefanaia Nawadra	Coordinator, UNEP Subregional office of the Pacific	C/ SPREP Headquarters	sefanaia.nawadra@PNUE.org
Constantin Ciuta	Senior Customs Adviser, UNCTAD/ASYCUDA Programme		constantin.ciuta@unctad.org
Alfred Ralifo	Policy Coordinator WWF	4 Ma'afu Street Suva, Fidji.	Aralifo@wwfpacific.org
Elina Young	Pacific Island Tree See Center Technician Land Resources Division, SPC	Ratu Mara Road Suva, Fidji.	Elinay@spc.int
Jennifer Sawada	Global Shark Conservation Officer PEW Charitable Trusts	2005 Market Street Suite 2800, Philadelphie CRITÈRES 19103 United States	Jsawada@pewtrusts.org
Raphaëlle Vignol	Associate Program Manager ACP MEA Phase II Project International Governance Unit Division of Environmental Law and Conventions PNUE-CE		Raphaelle.vignol@unep.org
Stuart Chape	Director for Biodiversity and Ecosystem Management	PROE	stuartC@PROE.org
Easter Galuvao	Conseiller Biodiversité (CB)	PROE	easterG@PROE.org
Michael Donoghue	Threatened & Migratory Species Adviser	PROE	michaeld@PROE.org
Warren Lee Long	Coastal & Marine Adviser	PROE	warrenl@sprep.org
Amanda Wheatley	Ecosystem & Biodiversity Officer	PROE	amandaw@sprep.org
Clark Peteru	Legal Adviser	PROE	clarkp@PROE.org
David Moverley	Gestion des espèces envahissantes	PROE	davidm@sprep.org
Juney Ward	Shark & Ray Conservation Officer	PROE	juneyw@sprep.org
Nanette WOONTON	Attachée de relations publiques	PROE	nanettew@sprep.org

Annexe 2 : Pacific Island Countries Capacity building priorities for the CBD Short term Action Plan (2017-2020) to support and enhance capacity for the implementation of the Strategic Plan for Biodiversity 2011-2020 and its Aichi Targets

Capacity action	Action Description	Pacific region comments
<i>Contributions exigibles pour 10</i>	Develop tools and guidelines for CEPA and NBSAPs and encourage their use	
<i>Contributions exigibles pour 12</i>	Organize workshops on messaging within the framework of CEPA and the UNDB	
<i>Contributions exigibles pour 13</i>	Organize capacity-building activities for the youth to support their effective participation in the CBD meeting and the implementation the Strategic Plan for Biodiversity 2011-2020 and its Aichi Targets	
<i>Contributions exigibles pour 16</i>	Develop a toolkit to guide the integration of biodiversity and ecosystem services into infrastructural development	
<i>Contributions exigibles pour 19</i>	Organize introductory capacity-building workshops ecosystem accounting on the margins of CBD meetings	
<i>Contributions exigibles pour 23</i>	Organize technical workshops on business and biodiversity reporting	Suggest add component on green practices on Business and Agriculture sectors
<i>Contributions exigibles pour 24</i>	Develop and disseminate capacity-building materials and information on business and biodiversity	Suggest add component on green practices on Business and Agriculture sectors
<i>Contributions exigibles pour 25</i>	Support capacitybuilding activities for businesses with a view to mainstreaming biodiversity into business decisions	Suggest add component on green practices on Business and Agriculture sectors
<i>Contributions exigibles pour 31</i>	Organize sustainable tourism training activities with partners	
<i>Contributions exigibles pour 32</i>	Promote technical and scientific cooperation on tourism development in sensitive coastal and marine ecosystems	
<i>Contributions</i>	Organize and facilitate regional capacitybuilding workshops on the design of national	Recommendation for the Pacific region to utilise

Capacity action	Action Description	Pacific region comments
<i>exigibles pour</i> 34	restoration assessments and plans to achieve Targets 5, 14 and 15	hands-on approach with practical training that can be utilized in the field immediately where learning is practiced.
<i>Contributions exigibles pour</i> 35	Develop a training package for the restoration workshops	
<i>Contributions exigibles pour</i> 38	Develop capacity-building tools to support the implementation of forest related Aichi Biodiversity Targets	
<i>Contributions exigibles pour</i> 42	Conduct regional capacity-building workshops on marine issues through the Sustainable Ocean Initiative (SOI)	
<i>Contributions exigibles pour</i> 43	Conduct national level training and learning exchange workshops through the SOI	
<i>Contributions exigibles pour</i> 48	Conduct capacity-building workshops on sustainable food and agriculture	
<i>Contributions exigibles pour</i> 49	Develop training materials and guidelines on sustainable food and agriculture	
<i>Contributions exigibles pour</i> 50	Organize capacity-building workshops on management of invasive alien species (IAS), including pests and diseases	
<i>Contributions exigibles pour</i> 51	Organize, in collaboration with regional partners, training workshops to build capacity of key actors in SIDS to design and submit good quality project proposals on IAS	
<i>Contributions exigibles pour</i> 52	Organize workshops in SIDS to support implementation of Aichi Target 9 and operational objective 2.3 of the Strategic Plan for the Cartagena Protocol on Biosafety 2011-2020	
<i>Contributions exigibles pour</i> 54	Organize training of trainers courses on the application of molecular technology for species identification	Request that the Pacific region be included in the EBSA training to reinforce the project of the expected criteria for training. (Request a follow up EBSA training for Pacific Region).
<i>Contributions exigibles pour</i>	Develop and implement practical options to improve the process for the description of areas meeting the ecologically or biologically significant marine areas (EBSA) criteria,	Request that the Pacific region be included in the EBSA training to reinforce the project of the expected

Capacity action	Action Description	Pacific region comments
55	including by addressing scientific gaps	criteria for training. (Request a follow up EBSA training for Pacific Region).
<i>Contributions exigibles pour</i> 56	Conduct regional or subregional workshops to facilitate the description of areas meeting the EBSA criteria	Request that the Pacific region be included in the EBSA training to reinforce the project of the expected criteria for training. (Request a follow up EBSA training for Pacific Region).
<i>Contributions exigibles pour</i> 57	Develop and facilitate use of marine spatial planning tools and guidance, in collaboration with relevant partner organizations	Request that the Pacific region be included in the EBSA training to reinforce the project of the expected criteria for training. (Request a follow up EBSA training for Pacific Region).
<i>Contributions exigibles pour</i> 58	Develop and facilitate use of global coral reef portal to facilitate information-sharing on scientific and technical issues related to coral reefs, inter alia, to achieve Aichi Target 10	
<i>Contributions exigibles pour</i> 59	Develop, refine and facilitate use of ecologically or biologically significant marine areas (EBSAs) training manual and materials	
60-62	Develop technical guidance on the use of the term “other effective areabased conservation measures” and how to achieve elements of Target 11 (through meetings and consultations with partners)	Merge 61-62
<i>Contributions exigibles pour</i> 63	Co-convene targeted regional and subregional technical workshops on biodiversity and health	
<i>Contributions exigibles pour</i> 65	Develop training materials and guidelines to improve the contribution of inland water biodiversity and ecosystem services to natural disaster risk reduction (DRR)	This is already in progress for Actions 65 and 66. Would prefer practical on the ground activities, with OJT
<i>Contributions exigibles pour</i> 66	Conduct capacity-building workshops to promote ecosystem-based solutions/ approaches to climate change adaptation and disaster risk reduction (DRR)	
<i>Contributions exigibles pour</i> 71	Identify capacity-building needs regarding NBSAP revision and implementation on an ongoing basis using different methods	
<i>Contributions exigibles pour</i> 75	Assist Parties in planning NBSAP implementation by providing technical and capacitybuilding support	
<i>Contributions</i>	Provide support to Parties in the establishment and maintenance of national CHMs through	

Capacity action	Action Description	Pacific region comments
<i>exigibles pour 81</i>	capacity-building workshops and other means	
<i>Contributions exigibles pour 88</i>	Cooperate with UNDP-BIOFIN to leverage BIOFIN technical support and capacitybuilding to non-BIOFIN core countries	
<i>Contributions exigibles pour 103</i>	Continue to support the online Global Network on Biodiversity Law where participants in the trainings on establishing legal frameworks to implement the Nagoya Protocol can access updated resources, latest news and continue peer-to-peer learning.	
<i>Contributions exigibles pour 109</i>	Continue support to the online Global Network of ABS experts, including through organizing online discussion forums to facilitate communication and exchange of experiences on ABS capacity-building and peer-to-peer learning	
<i>Contributions exigibles pour 110</i>	Identify, map and inter-link institutions that are assisting, or could assist, Parties and IPLCs in building their capacity to implement the Nagoya Protocol	
<i>Contributions exigibles pour 111</i>	Inform Parties and capacity-building providers about existing capacity-building initiatives and areas where there are capacity-building gaps	
<i>Contributions exigibles pour 117</i>	Support Parties in developing and updating the National Biosafety Frameworks (NBFs)	
<i>Contributions exigibles pour 118</i>	Organize capacity-building activities to enable Parties to implement the LMO identification requirements of paragraph 2 (a) of Article 18 and related decisions	Merge the Activities 118, 121 and 123. They deal with capacity building on LMO identification, risk assessments, and detection.
<i>Contributions exigibles pour 121</i>	Organize training courses in risk assessment using the latest version of the manual on risk assessment of LMOs	
<i>Contributions exigibles pour 123</i>	Organize capacity-building workshops on sampling, detection and identification of LMOs	
<i>Contributions exigibles pour 124</i>	Develop, in collaboration with relevant organizations, training materials on sampling, detection and identification of LMOs	
<i>Contributions exigibles pour 125</i>	Organize subregional workshops on public awareness, education, and public participation (PAEP) concerning LMOs	

